

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : [soiretraite@gmail.com](mailto:soiretraite@gmail.com)

LES CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE EN GRANDE DIFFICULTÉ FINANCIÈRE

# Les dépenses plus importantes que les recettes

**Plusieurs centaines de milliards de dinars de cotisations de sécurité sociale sont dans la nature. La Cnas est chargée de récupérer l'ensemble des cotisations de sécurité sociale du régime des travailleurs salariés, à la fois pour financer l'assurance maladie mais aussi pour permettre à la Caisse nationale de retraite (CNR) de verser la pension à près de 3 millions de retraités.**

Or, le montant des créances de ces 2 organismes est énorme et se chiffre à plusieurs centaines de milliards de dinars, aggravé par la non-déclaration à la Cnas de plusieurs millions de salariés ! Le montant exact des seules cotisations impayées n'a jamais été rendu public, ni par la Cnas ni par le ministère de tutelle, encore

moins par le gouvernement.

Divulguer ce montant, c'est reconnaître l'incompétence et la mauvaise gestion des responsables de ce secteur, et ce, depuis des années, qui ont laissé s'accumuler ces créances. Maintenant que le système de sécurité sociale, dont la retraite, connaît de très graves difficultés financières, ces

responsables semblent découvrir ces créances. Depuis la création de la Sécurité sociale en 1945, les patrons rêvent d'être libérés de cette contrainte qu'ils jugent «absurde» qui les oblige à renoncer à une partie de leurs profits pour financer des droits fondamentaux pour les salariés : continuer à toucher son salaire, même quand on est dans l'incapacité de travailler, accéder aux meilleurs soins, avoir les moyens d'élever ses enfants, pouvoir vivre décemment sa retraite.

Réduire «les charges sociales» ou refuser de les payer, c'est diminuer les salaires. Une partie du salaire nous est payée directement et une autre est versée sous forme de cotisations sociales aux caisses de Sécurité sociale afin de faire face aux aléas de la vie : maladies, accidents du travail, charges familiales, chômage et pour les retraites. Pour ces raisons, elle est appelée salaire socialisé. Les cotisations sociales sont, bien entendu, comme le reste du salaire, une «charge» pour les patrons. Ils cherchent toujours à limiter la part salariale, pour augmenter celle des profits. Pour le salarié, les cotisations sociales sont au contraire un élément de sa rémunération, même s'il n'en bénéficie que dans certaines circonstances. Il est indispensable de défendre le salaire socialisé. Notre force de travail crée de la richesse. La mesure de



cette richesse est la valeur ajoutée (le total des valeurs ajoutées = le PIB). Sa répartition : salaire total = salaire brut + la part «patronale» des cotisations («les charges sociales» selon le Patronat) + le profit (la plus-value).

Les deux parties du salaire : salaire net + salaire socialisé = les cotisations sociales composées de la part «salariale» et de la part «patronale».

Or, les caisses de Sécurité

sociale en Algérie traversent de très graves difficultés financières, la CNR plus particulièrement.

La tendance dans ces organismes est à dépenser beaucoup plus que les recettes. Mais le gouvernement n'a aucune stratégie de sortie de crise, ne cessant de reporter l'échéance de réformes indispensables et de prendre des mesures forcément impopulaires. Jusqu'à quand ?

Djilali Hadjadj

## Le très difficile pari de récupérer les créances de la Sécurité sociale

«Au total, 87 590 employeurs ont bénéficié de l'annulation des majorations et pénalités de retard, d'un montant global évalué à 34 milliards de dinars après avoir versé leurs cotisations principales dans le cadre de l'application des mesures introduites dans la loi de finances complémentaire (LFC 2015) s'agissant de la Sécurité sociale», a déclaré le 3 mars à l'APS le directeur général de la Cnas. Ce bilan, arrêté au 25 février dernier, a également révélé que près de 7 189 salariés ont été déclarés à la Cnas et ont pu bénéficier d'une couverture sociale. Les mesures exceptionnelles contenues dans la LFC 2015 ont pour objectif, notamment, l'allègement des dettes des employeurs en matière de cotisations, la régularisation de la situation des salariés non déclarés et l'augmentation du nombre des cotisants, selon le même responsable. Par ailleurs, plus de 8 500 personnes, qui activaient de façon informelle et sans couverture sociale, ont régularisé leur situation à travers leur affiliation volontaire au régime des salariés, a-t-il ajouté. Le dispositif d'affiliation volontaire permet à cette catégorie de bénéficier, pour une période transitoire de trois ans, des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité, contre le versement d'une cotisation mensuelle fixée à 2 160 DA.

### La date butoir du 31 mars 2016

Par ailleurs et dans le cadre des opérations de contrôle durant toute l'année 2015, le directeur général de la Cnas a indiqué que la caisse a effectué 59 816 opérations de contrôle, dont 8 210 assurées par des brigades mixtes (Cnas et inspection du Travail).

Lors de ces opérations de contrôle régulières de la Cnas, «162 678 infractions ont été relevées dont 34 038 concernant la non-déclaration des travailleurs et 6 021 la non-déclaration de l'activité», a-t-il relevé.

A cette occasion, il a appelé les employeurs qui ne sont pas à jour en matière de leurs cotisations ou de déclaration de leurs salariés auprès de la Cnas, à régulariser leur situation vis-à-vis de la Sécurité sociale avant l'expiration du délai fixé au 31 mars 2016, afin de profiter des opportunités contenues dans les dispositions de la LFC 2015. Le même responsable a rappelé que la Cnas couvre un effectif de 368 216 employeurs actifs affiliés, ajoutant que les pouvoirs publics ont décidé de faire des années 2015 et 2016 celles du recouvrement, compte tenu, a-t-il expliqué, de l'importance des cotisations dans l'équilibre financier de la Caisse.

LSR

## Une tripartite en juin prochain

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a annoncé mercredi 2 mars 2016 à Alger qu'une réunion de la tripartite (gouvernement-Patronat-syndicat) se tiendra début juin prochain pour examiner plusieurs dossiers relatifs à la situation économique du pays. Après avoir assuré que le gouvernement «ne touchera pas aux acquis sociaux», M. Sellal a indiqué qu'un «nouveau modèle économique sera présenté et annoncé en avril prochain».

Il a précisé que le nouveau modèle économique pour la période 2016-2019 «fait actuellement l'objet d'examen». «L'Algérie maîtrise toujours les grands équilibres macroéconomiques nationaux en dépit de la baisse du prix du baril de pétrole qui oscille actuellement entre 30 et 35 dollars dans un niveau inférieur au prix de référence arrêté à 37 dollars/baril», a soutenu le Premier ministre soulignant qu'«il n'y aura pas de recours à l'endettement extérieur». Mais est-ce à dire que le dossier de la situation financière des organismes de Sécurité sociale — la Caisse nationale des retraites plus particulièrement — ne sera pas à l'ordre du jour de cette rencontre ?

Pour rappel, lors de la tripartite d'octobre 2015 à Biskra, le Premier ministre avait évoqué les graves difficultés que connaît le financement du système de retraite du régime des salariés et avait fustigé les départs à la retraite avant l'âge légal de 60 ans.

### CASNOS DE BLIDA

## 667 millions de dinars de cotisations en deux mois

**Un montant global de plus de 667 millions de dinars de cotisations a été recouvert, durant les mois de janvier et février 2016, par l'agence de Blida relevant de la Caisse nationale de Sécurité sociale des non-salariés (Casnoss), grâce aux facilitations introduites au titre de la loi de finances complémentaire 2015, au profit des patrons pour la régularisation de leur situation. La loi de finances complémentaire 2015 a introduit des facilitations exceptionnelles au profit des patrons et autres personnes actives ne bénéficiant pas d'une couverture sociale en vue de la régularisation de leur situation.**

L'enregistrement d'un flux considérable des concernés afin de verser leurs cotisations a conduit à un relèvement du montant des cotisations perçues à plus de 667 millions de dinars entre janvier et février, soit en hausse de 80% comparativement à la même période de 2015.

L'objectif pour cette agence est d'atteindre le milliard de dinars de cotisations perçues au 31 mars 2016, date fixée par la loi pour l'exonération des pénalités de retard. Par ailleurs, il faut signaler l'inscription de 5 520 nouveaux affiliés sociaux entre août 2015 à ce jour, contre 2 410 inscrits entre août 2014 à fin février 2015.

Le nombre d'affiliés à l'agence Casnos de Blida est de 51 394. Cette hausse du nombre d'inscrits est le résultat des campagnes d'information et de sensi-

bilisation sur le sujet menées par cette agence à travers les 25 communes de la wilaya de Blida.

Un appel aux non-salariés est lancé pour se rapprocher de la Casnos pour ouvrir droit aux avantages accordés par la loi, avant la fin des délais fixés pour l'exonération des pénalités. D'autres mesures incitatives ont été introduites au profit des commerçants, artisans, médecins et avocats non salariés, qui peuvent désormais augmenter le montant des cotisations dépassant 15 fois le SNMG, ce qui leur permettra un relèvement de leur retraite à plus de 200 000 DA.

### Priorité aux agriculteurs

Les nouvelles dispositions introduites dans les articles 57 et 58 de la loi de finances complémentaire du 23 juillet 2015 offrent

à tous ceux qui se présentent pour adhérer à la Casnos, avant le 31 mars 2016, l'exonération des pénalités de retard, est-il rappelé.

En outre, le décret exécutif n°15-289 du 14 décembre 2015, relatif à la Sécurité sociale des non-salariés, offre de nombreux avantages aux agriculteurs, dont la prorogation de la date de versement de leurs cotisations, jusqu'au 30 octobre, alors qu'elle était fixée auparavant au 30 avril de chaque année, au moment où le délai d'affiliation, limité auparavant entre le 1<sup>er</sup> mars et le 30 avril, est désormais fixé du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre.

L'instruction ministérielle conjointe entre le ministère de l'Emploi, du Travail et de la Sécurité sociale, et celui de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en date du 18 novembre 2015, portant sur les modalités d'application de l'article 57 de la loi de finances complémentaire de 2015 sur le secteur agricole, accorde aux agriculteurs débiteurs le droit de régulariser leur situation vis-à-vis de la Casnos de 1996 à ce jour. Parallèlement, les agriculteurs âgés de 65 ans peuvent acquérir cinq ans supplémentaires pour bénéficier de la retraite, est-il souligné.